

des décisions viriles et de la clairvoyance politique ne s'est pas fermée avec les hostilités. Demain, la pusillanimité et l'intrigue seront aussi redoutables qu'elles le furent hier. Le premier ministre l'a déclaré dans un discours public : les lettres d'investiture officielle —elles sont dans la coutume des partis anglais qui, même parvenus au gouvernement, restent des partis —n'ont été accordées qu'aux candidats ayant appuyé le cabinet dans le fameux débat du mois de mai, sur l'unité de commandement

Cette décision a mis évidemment en état d'infériorité l'élément libéral de la coalition ministérielle, relativement à l'élément unioniste, en lui rendant impossible nombre de ralliements : d'un bord à l'autre, de vives polémiques se sont engagées, que MM. Lloyd George et Bonar Law, le chef de file libéral et le chef de file conservateur du cabinet s'emploient à apaiser. Mais il est juste de reconnaître que la guerre a rendu naturelle la prépondérance des conservateurs-unionistes. N'ont-ils pas toujours donné une attention spéciale à la politique étrangère? N'ont-ils pas renié le libre-échange que les événements viennent de dénoncer? Par contre, ni au point de vue politique, ni au point de vue social, ils ne se sont montrés rétrogrades. Ils ont voté la loi électorale. Ils ont accentué encore les énergiques prélèvements fiscaux de leurs adversaires. Au meilleur sens du mot, ils se sont montrés opportunistes, et c'est aux libéraux asquithiens que devait revenir en bonne logique, l'épithète de conservateurs. Ils en sont aujourd'hui récompensés. Du reste, dans le nouveau parti qui se forme, toutes ces querelles, qui ont leurs racines dans les controverses abolies, tendent à se composer.

La journée du 4 décembre annonce le succès du ministère. Sur les 108 députés élus, 71 appartiennent à la coalition. Aucun partisan de M. Asquith n'a été nommé. Le fait signifie que ce dernier ne possède aucun fief électoral que ses adversaires aient cru devoir abandonner sans combat. De tous les partis en présence, les libéraux asquithiens sont certainement le plus mal en point. Attachés, somme toute, à la vieille organisation sociale, et n'ayant pas l'excuse de travailler à l'avènement d'un ordre nouveau, ils ont laissé dangereusement chanceler pendant la guerre la cause nationale. Aujourd'hui, ils ont la prétention de revenir purement et simplement à leurs formules d'avant-guerre. Ils n'ont rien appris ; ils n'ont rien oublié. Pour eux, les événements ne contiennent aucune leçon. La lutte véritable se circonscrit donc entre la coalition et les socialistes révolutionnaires qui, entre leurs idées et celles de leurs opposants, proclament qu'aucun dénominateur commun n'existe. Les polémiques les plus intéressantes font rage à Leicester, où se présente M. Ramsay MacDonald, cher à la révolution russe; à Glasgow, où le "consul bolcheviste" déjà nommé s'attaque à M. Barnes, le membre travailliste du cabinet de guerre; à Manchester, où M. Hodje, ministre travailliste lui aussi, a affaire à un

"shop steward" ou représentant d'atelier, nouveau type d'agitateur syndicaliste que la guerre a substitué dans les usines à l'ancien leader trade unioniste seulement occupé de revendications professionnelles.

Dans toute cette agitation, M. Lloyd George, fortifié par les décisions énergiques qu'il a su prendre, conserve sa maîtrise. Il a longtemps et à plusieurs reprises négocié avec M. Asquith, dans l'espoir de mettre un terme au schisme du vieux parti libéral. Il a eu le mérite de comprendre qu'à une époque aussi décisive il existe des réconciliations désastreuses. Il a perçu que pas plus dans l'ordre de la politique intérieure que dans l'ordre de la politique extérieure, le *statu quo ante bellum* ne pouvait être rétabli. Et comme à son ordinaire, qualité qui chez lui compense bien des erreurs, il sait parler au peuple

### Pour contenir l'allemand

Voici, sur ce sujet, le témoignage de Maurice Barrès résumant ses impressions d'Alsace-Lorraine reconquise.

Tous les Alsaciens et tous les Lorrains que je rencontre m'adjurent : "Usez de toute votre influence pour qu'on exige de l'Allemagne chez nous et ailleurs, toutes les garanties matérielles et physiques, afin qu'elle soit inoffensive. Demeurez fermes, très fermes. Moralement, les Allemands ne se reconnaissent pas vaincus ; leur orgueil n'est pas brisé ; ils rejettent la faute sur leurs chefs, alors qu'ils étaient trop heureux de les suivre. Ils espèrent en la magnanimité des Français. Ils craignent les Alsaciens qu'ils ont brutalisés dans le pays, mais ils ne craignent pas le gouvernement français. Expliquez à vos lecteurs, à vos ligues, qu'il faut prendre toutes les garanties possibles pour empêcher les Allemands de redevenir les maîtres dans l'industrie, le commerce, la vie organique et économique des deux provinces reconquises. Comprenez bien, ce n'est pas la haine vulgaire des "Boches" qui nous guide. Nous connaissons leur énergie, leur ténacité et leur discipline au travail. Ils sont bons, admirables tant qu'on les tient en lisière ; ils sont déséquilibrés, gonflés d'orgueil, bêtes, dès qu'ils se sentent les maîtres. Qu'on l'explique comme on voudra ; manque de tact, de santé morale, de compréhension, c'est un défaut qui leur restera. Méfiez-vous de leur démocratie. L'Allemand n'est démocratique ni de nature, ni d'idée; il réapparaîtra tel que nous l'avons vu dès qu'il sentira la force lui revenir. Agissez tranquillement, sans précipitation; laissez les employés allemands à leurs postes, les industriels à la tête de leurs affaires, c'est une question d'ordre, de sécurité et de doigté administratif. Mais quant au fond, aucune concession dans les garanties matérielles, physiques, militaires et économiques à imposer à l'Allemagne pour briser son orgueil et la rendre inoffensive. Moralement, elle n'a pas abdicqué. Méfiez-vous, elle ne fait que cacher sa face."